Spedizione in abbonamento postale

Anno 98° — Numero 87

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA — Roma - Giovedì, 4 aprile 1957 — SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 550-139 551-236 551-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 848-184 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 - Semestrale L. 4510
Trimestrale L. 2510 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 - Semestrale L. 4510
Trimestrale L. 2510 - Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le Agenzie della Libreria dello Stato in Roma, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze); via Marco Minghetti n. 31; in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone "La Stampa,,) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.
Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in Roma presso la Libreria dello Stato (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano Napoli, Firenze e Torino possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1957

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 19 febbraio 1957, n. 155.

Ratifica ed esecuzione della Convenzione tra l'Italia e la Francia concernente la reciproca assistenza giudiziaria, conclusa a Roma il 12 gennaio 1955.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione tra l'Italia e la Francia concernente la reciproca assistenza giudiziaria, conclusa a Roma il 12 gennaio 1955.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione indicata nell'articolo precedente, a decorrere dalla sua entrata in vigore, in conformità al disposto dell'art. 31 della Convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 19 febbraio 1957

GRONCHI

SEGNI — MARTINO — MORO — ANDREOTTI

Visto, *il Guardasigilli*: MORO

Convention entre l'Italie et la France sur l'Aide Mutuelle Judiciaire

Le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement de la République Française, désirant régler les questions relatives à l'aide mutuelle judiciaire entre les deux pays, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes:

TITRE Ier

Accès aux Tribunaux

Article 1er

Les ressortissants de chacune des deux Parties contractantes auront, sur le territoire de l'autre, un libre et facile accès auprès des Tribunaux, tant administratifs que judiciaires, pour la poursuite et la défense de leurs droits et intérêts. Il ne pourra, notamment, leur être imposé ni caution, ni dépôt sous quelque dénomination que ce soit, à raison soit de leur qualité d'étranger, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays.

L'alinéa précédent s'applique, sous réserve des dispositions d'ordre public du pays où l'action est introduite, aux personnes morales constituées ou autorisées suivant les lois de l'un des deux pays.

TITRE II

Assistance judiciaire

Article 2

Les ressortissants de chacune des deux Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre, du bénéfice de l'assistance judiciaire comme les nationaux eux-mêmes, pourvu qu'ils se conforment à la loi du pays dans lequel l'assistance sera demandée.

Article 3

Les pièces nécessaires seront délivrées au requérant par les autorités de sa résidence habituelle s'il réside sur le territoire de l'une des deux Parties contractantes. Ces pièces seront délivrées par le Consul de son pays, territorialement compétent, si l'intéressé réside dans un pays tiers.

Lorsque l'intéressé résidera dans le pays où la demande sera formée, des renseignements pourront être pris auprès des autorités du pays dont il est le ressortissant.

TITRE III

Transmission et remise des actes judiciaires et extra-judiciaires

Article 4

Les actes judiciaires et extra-judiciaires, tant en matière civile et commerciale qu'en matière pénale, destinés soit à des personnes physiques, soit à des personnes morales, résidant ou établies sur le territoire de l'une des deux Parties contractantes, seront transmis directement par l'autorité compétente:

1) en ce qui concerne la France, au Parquet dans le ressort duquel se trouve le destinataire de l'acte;

2) en ce qui concerne l'Italie, au Ministère Public auprès du Tribunal dans le ressort duquel se trouve le destinataire de l'acte.

Les dispositions du présent article n'excluent pas la faculté, pour les Parties contractantes, de faire remettre directement par leurs Consuls respectifs, les actes judiciaires et extra-judiciaires destinés à leurs ressortissants. En cas de conflit de législations, la nationalité du destinataire de l'acte sera déterminée par la loi du pays où la remise doit avoir lieu.

Article 5

La lettre où le bordereau de transmission sera rédigé, en matière civile et commerciale, dans la langue de l'autorité requise, et, en matière pénale, dans la langue de l'autorité requérante, et devra contenir les indications suivantes:

autorité de qui émane l'acte;
nature de l'acte dont il s'agit;
nom et qualité des parties;
nom et adresse du destinataire;
et, en matière pénale, qualification de l'infraction.

Article 6

Si l'autorité requise est incompétente, elle transmettra d'office l'acte à l'autorité compétente et en informera immédiatement l'autorité requérante.

Article 7

L'autorité requise se bornera à faire effectuer la remise de l'acte au destinataire. La preuve de la remise se fera au moyen, soit d'un récépissé daté et signé par le destinataire, soit d'une attestation de l'autorité requise constatant le fait et le mode de la remise. L'un ou l'autre de ces documents sera immédiatement transmis à l'autorité requérante.

Si le destinataire refuse de recevoir l'acte, l'autorité requise renverra immédiatement celui-ci à l'autorité requérante en indiquant le motif pour lequel la remise n'a pu avoir lieu.

L'attestation constatant le refus du destinataire sera considérée comme valant remise de l'acte.

Article 8

La remise des actes judiciaires et extra-judiciaires ne donnera lieu au remboursement d'aucuns frais.

Article 9

Les dispositions des articles qui précèdent ne s'opposent pas, en matière civile et commerciale, à la faculté, pour les intéressés résidant sur le territoire de l'une des deux Parties contractantes, de faire effectuer dans l'un des deux pays, par les soins des officiers ministériels, en ce qui concerne la France, et des officiers judiciaires en ce qui concerne l'Italie, des significations ou remises d'actes aux personnes y demeurant.

TITRE IV

Transmission et exécution des commissions rogatoires

Article 10

Les commissions rogatoires en matière civile et commerciale, à exécuter sur le territoire de l'une des deux Parties contractantes, seront exécutées par les autorités judiciaires.

Elles seront adressées directement du Parquet en ce qui concerne la France, au Ministère Public en ce qui concerne l'Italie, et réciproquement.

Les dispositions du présent article n'excluent pas la faculté, pour les Parties contractantes, de faire exécuter directement, par leurs agents diplomatiques ou consulaires, les commissions rogatoires relatives à l'audition de leurs ressortissants. En cas de conflit de législations, la nationalité de la personne dont l'audition est requise sera déterminée par la loi du pays où la commission rogatoire doit être exécutée.

Article 11

Les commissions rogatoires en matière pénale, à exécuter sur le territoire de l'une des deux Parties contractantes, seront exécutées par les autorités judiciaires.

Elles pourront être adressées directement par l'autorité requérante à l'autorité requise, à charge par l'autorité requérante d'en adresser un double, pour information, au Département de la Justice dont elle relève.

Le retour de ces commissions rogatoires se fera par la voie diplomatique.

Article 12

Si l'autorité requise est incompétente, elle transmettra d'office la commission rogatoire à l'autorité compétente et en informera immédiatement l'autorité requérante.

Article 13

L'autorité requise pourra refuser d'exécuter une commission rogatoire si, d'après la loi de son pays, celle-ci n'est pas de sa compétence ou si elle est de nature à porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité ou à l'ordre public du pays où elle doit avoir lieu.

Article 14

Les personnes dont le témoignage est demandé seront invitées à comparaître par simple avis administratif; si elles refusent de déférer à cet avis, l'autorité requise devra user des moyens de contrainte prévus par la loi de son pays.

Article 15

Sur demande expresse de l'autorité requérante, l'autorité requise devra, sauf dispositions contraires dans la législations de son pays:

1) exécuter la commission rogatoire selon une forme spéciale;

2) informer, en temps utile, l'autorité requérante de la date et du lieu où il sera procédé à l'exécution de la commission rogatoire, afin que les parties intéressées puissent y assister.

Article 16

Les commissions rogatoires en matière civile et commerciale devront être accompagnées d'une traduction dans la langue de l'autorité requise. Cette traduction sera certifiée par un traducteur assermenté ou dont le serment sera reçu conformément aux lois du pays requérant.

Article 17

L'exécution des commissions rogatoires ne donnera lieu au remboursement d'aucuns frais, sauf en ce qui concerne les honoraires d'experts.

TITRE V

Comparution des témoins en matière pénale

Article 18

Si, dans une cause pénale, la comparution personnelle d'un témoin est nécessaire, le Gouvernement du pays où réside le témoin l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite. Dans ce cas, les indemnités de voyage et de séjour, calculées depuis la résidence du témoin, seront au moins égales à celles accordées d'après les tarifs et règlements en vigueur dans les pays où l'audition devra avoir lieu; il pourra lui être fait, sur sa demande, par les soins des autorités de sa résidence, l'avance de tout ou partie des frais de voyage, qui seront ensuite remboursés par le Gouvernement requérant.

Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans l'un des deux pays, comparaîtra volontairement devant les juges de l'autre pays, ne pourra être poursuivi ou détenu pour des faits ou condamnations antérieurs à son départ du territoire de l'Etat requis. Cette immunité cessera trente jours après la date à laquelle la déposition aura pris fin et où le retour du témoin aura été possible.

Article 19

L'envoi des témoins détenus sera demandé par la voie diplomatique.

Il sera donné suite à la demande, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent et sous la condition de renvoyer les dits détenus dans un bref délai.

TITRE VI

Délivrance d'actes de l'état civil et légalisations

Article 20

Les deux Parties contractantes délivreront sans frais des expéditions des actes de l'état civil dressés sur leurs territoires respectifs lorsque la demande en sera faite dans un intérêt administratif ou en faveur de leurs ressortissants indigents.

Elles délivreront également sans frais des expéditions des actes de l'état civil dressés sur leurs territoires respectifs lorsque ces actes concerneront des étrangers de nationalité tierce ou des apatrides, résidant sur les territoires de l'autre Partie contractante, et seront demandés dans un intérêt administratif ou en faveur de requérants indigents.

Les actes de l'état civil dressés ou transcrits dans les postes diplomatiques et consulaires français ou italiens seront assimilés aux actes de l'état civil dressés sur les territoires respectifs des deux Parties contractantes.

Le fait de la délivrance d'une expédition d'un acte de l'état civil ne préjugera en rien de la nationalité de l'intéressé au regard des deux pays.

Article 21

Les demandes faites par les autorités françaises seront transmises aux autorités italiennes par le Consulat de France territorialement compétent.

Les demandes faites par les autorités italiennes seront transmises aux autorités locales françaises par le Consulat d'Italie territorialement compétent.

Article 22

Par acte de l'état civil au sens des art. 20 et 21 ci-dessus, il faut entendre:

les actes de naissance;

les actes de déclaration d'un enfant sans vie;

les actes de reconnaissance des enfants naturels dressés par les officiers de l'état civil;

les actes de mariage;

les actes de décès;

les transcriptions des jugements ou arrêts de divorce ou d'annulation de mariage;

les transcriptions des ordonnances, jugements ou arrêts en matière d'état civil.

Article 23

Seront admis, sans légalisation, comme moyens de preuve jusqu'à preuve du contraire, sur les territoires respectifs des deux Parties contractantes, les documents suivants établis par les autorités de chacune d'elles:

les expéditions des actes de l'état civil tels qu'ils sont énumérés à l'article 22 ci-dessus;

les expéditions des décisions, ordonnances, jugements, arrêts et autres actes judiciaires des Tribunaux français ou italiens;

les affidavit, déclarations écrites ou autres documents judiciaires enregistrés ou déposés dans ces Tribunaux;

les actes notariés;

les certificats de vie des rentiers-viagers.

Article 24

Les documents énumérés à l'article 23 ci-dessus devront être revêtus de la signature et du sceau officiel de l'autorité ayant qualité pour les délivrer et, s'il s'agit d'expéditions, être certifiés conformes à l'original par ladite autorité. En tout état de cause, ils seront établis matériellement de manière à faire apparaître leur authenticité.

TITRE VII

Echange de casiers judiciaires

Article 25

Les deux Parties contractantes si donneront réciproquement avis des condamnations pour crimes ou délits prononcées par les autorités judiciaires de l'une d'elles à l'encontre des ressortissants de l'autre. L'échange aura lieu également lorsque le condamné sera à la fois ressortissant des deux Parties contractantes.

Ces avis seront transmis par la voie diplomatique.

Article 26

Les demandes et envois d'extraits de casier judiciaire concernant les personnes faisant l'objet de poursuites judiciaires sur le territoire de l'une des Parties contractantes donneront lieu à des communications directes entre les autorités judiciaires.

Dans tous les autres cas, les demandes et envois d'extraits de casier judiciaire se feront par la voie diplomatique.

TITRE VIII

Dispositions finales

Article 27

Au sens de la présente Convention:

1) l'expression « Français ou ressortissant français » désigne tous les nationaux français, ressortissants de l'Union Française et des Etats dont la France assure la représentation sur le plan international;

2) l'expression « ressortissant italien » désigne les citoyens italiens et les ressortissants du territoire dont l'Italie assure la représentation sur le plan international.

Article 28

La présente Convention sera applicable, en ce qui concerne la France, au territoire métropolitain, à l'Algérie et aux départements français d'Outre-Mer.

Elle pourra être étendue, en ce qui concerne l'Italie, au Territoire de la Somalie sous l'Administration italienne et, en ce qui concerne la France, aux territoires et Etats de l'Union Française et aux Etats dont la France assure la représentation sur le plan international, par un échange de lettres entre les deux Gouvernements.

Article 29

Toute contestation entre les Parties contractantes relative à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention qui n'aurait pu être réglée par la voie diplomatique, sera soumise, à la demande de l'une ou l'autre d'entre elles, à une Commission arbitrale, composée d'un représentant de chacun des deux Gouvernements. Au cas où ces deux représentants ne pourraient parvenir à un règlement dans les deux mois qui suivront la date à laquelle le différend leur aura été soumis, ils désigneront d'un commun accord un troisème membre

parmi les ressortissants d'un Etat tiers. A défaut d'accord, dans un délai d'un mois, sur le choix de ce membre, l'une ou l'autre Partie pourra demander au Président de la Cour Internationale de Justice de procéder à la désignation d'un tiers membre.

Article 30

Sont abrogées les dispositions de la Convention du 19 février 1870, relative à l'assistance judiciaire en faveur des indigents, des articles 12 et 13 de la Convention d'extradition du 12 mai 1870, de la déclaration du 16 juillet 1873 relative à l'audition des témoins appelés d'un pays dans l'autre, de l'article 31 de la Convention du 3 juin 1930 sur l'exécution des jugements en matière civile et commerciale, de l'échange de lettres des 9 et 16 juin 1931 pour la délivrance réciproque des actes de l'état civil et de l'accord du 20 mai 1936 pour la communication de certaines décisions pénales.

Article 31

La présente Convention sera ratifiée et elle entrera en vigueur dès l'échange des ratifications qui sera effectué à Paris aussitôt que faire se pourra.

Elle demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à compter du jour où l'une des deux Parties aura déclaré vouloir en faire cesser les effets.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leur sceau.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 12 janvier 1955.

Pour l'Italie — *Pour la France*

G. Martino — Mendes-France

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
Martino

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA
5 febbraio 1957, n. 156.

Riconoscimento della personalità giuridica della Chiesa ex conventuale di San Domenico, in Gravina di Puglia (Bari).

N. 156. Decreto del Presidente della Repubblica 5 febbraio 1957, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa ex conventuale di San Domenico, in Gravina di Puglia (Bari).

Visto, *il Guardasigilli*: Moro
Registrato alla Corte dei conti, addì 21 marzo 1957
Atti del Governo, registro n. 104, foglio n. 160. — Relleva

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA
5 febbraio 1957, n. 157.

Riconoscimento della personalità giuridica della Chiesa parrocchiale di Santa Venera, in Grotte (Agrigento).

N. 157. Decreto del Presidente della Repubblica 5 febbraio 1957, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa parrocchiale di Santa Venera, in Grotte (Agrigento).

Visto, *il Guardasigilli*: Moro
Registrato alla Corte dei conti, addì 21 marzo 1957
Atti del Governo, registro n. 104, foglio n. 164. — Relleva

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA
5 febbraio 1957, n. 158.

Riconoscimento, agli effetti civili, dell'erezione della parrocchia di Maria SS.ma in Cielo Assunta, in Frattamaggiore (Napoli).

N. 158. Decreto del Presidente della Repubblica 5 febbraio 1957, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Aversa in data 20 luglio 1956, integrato con dichiarazione di pari data, relativo alla erezione della parrocchia di Maria SS.ma in Cielo Assunta, in Frattamaggiore (Napoli).

Visto, *il Guardasigilli*: Moro
Registrato alla Corte dei conti, addì 16 marzo 1957
Atti del Governo, registro n. 104, foglio n. 150. — Carlomagno

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA
5 febbraio 1957, n. 159.

Riconoscimento, agli effetti civili, dell'erezione della parrocchia di San Domenico Savio, nel Villaggio Aldisio del comune di Gela (Caltanissetta).

N. 159. Decreto del Presidente della Repubblica 5 febbraio 1957, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Piazza Armerina in data 8 settembre 1952, integrato con altro decreto in data 28 marzo 1956 e con dichiarazione del 23 agosto 1956, relativo alla erezione della parrocchia di San Domenico Savio, nel Villaggio Aldisio del comune di Gela (Caltanissetta).

Visto, *il Guardasigilli*: Moro
Registrato alla Corte dei conti, addì 21 marzo 1957
Atti del Governo, registro n. 104, foglio n. 159. — Relleva

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA
5 febbraio 1957, n. 160.

Riconoscimento, agli effetti civili, dell'erezione della parrocchia del Cuore Immacolato di Maria, in frazione Rodotiglia del comune di Calosso (Asti).

N. 160. Decreto del Presidente della Repubblica 5 febbraio 1957, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Asti in data 24 maggio 1956, integrato con postilla senza data, relativo alla erezione della parrocchia del Cuore Immacolato di Maria, in frazione Rodotiglia del comune di Calosso (Asti).

Visto, *il Guardasigilli*: Moro
Registrato alla Corte dei conti, addì 16 marzo 1957
Atti del Governo, registro n. 104, foglio n. 148. — Carlomagno

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA
5 febbraio 1957, n. 161.

Riconoscimento della personalità giuridica della Chiesa parrocchiale dell'Immacolata, in frazione Priolo Gargallo del comune di Siracusa.

N. 161. Decreto del Presidente della Repubblica 5 febbraio 1957, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa parrocchiale dell'Immacolata, in frazione Priolo Gargallo del comune di Siracusa.

Visto, *il Guardasigilli*: Moro
Registrato alla Corte dei conti, addì 16 marzo 1957
Atti del Governo, registro n. 104, foglio n. 149. — Carlomagno

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 5 febbraio 1957, n. 162.

Riconoscimento, agli effetti civili, dell'erezione della parrocchia del Cuore Immacolato della B. M. V., in località Giare del comune di Abano Terme (Padova).

N. 162. Decreto del Presidente della Repubblica 5 febbraio 1957, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Padova in data 4 aprile 1954, relativo alla erezione della parrocchia del Cuore Immacolato della B. M. V., in località Giare del comune di Abano Terme (Padova) e viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa omonima sede dell'anzidetta parrocchia.

Visto, *il Guardasigilli*: Moro
Registrato alla Corte dei conti, addì 21 *marzo* 1957
Atti del Governo, registro n. 104, *foglio n.* 162. — Relleva

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 5 febbraio 1957, n. 163.

Riconoscimento, agli effetti civili, dell'erezione della Vicaria curata autonoma Madonna delle Grazie, in frazione omonima, del comune di Rossana (Cuneo).

N. 163. Decreto del Presidente della Repubblica 5 febbraio 1957, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Saluzzo in data 24 febbraio 1956, integrato con postilla senza data, relativo alla erezione della Vicaria curata autonoma Madonna delle Grazie, in frazione omonima, del comune di Rossana (Cuneo).

Visto, *il Guardasigilli*: Moro
Registrato alla Corte dei conti, addì 21 *marzo* 1957
Atti del Governo, registro n. 104, *foglio n.* 161. — Relleva

DECRETO MINISTERIALE 11 marzo 1957.

Classificazione tra le provinciali della strada denominata della « Maielletta », che dall'innesto con la provinciale n. 44, in contrada Aia della Forca, nei pressi di Pretoro, per passo Lanciano, termina al Blockhaus, al confine con la provincia di Pescara, in provincia di Chieti.

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Vista la deliberazione in data 28 maggio 1955, n. 7, con la quale l'Amministrazione provinciale di Chieti ha chiesto la classificazione tra le provinciali della strada denominata della « Maielletta », che dall'innesto con la provinciale n. 44, in contrada Aia della Forca, nei pressi di Pretoro, per passo Lanciano, termina al Blockhaus, al confine con la provincia di Pescara;

Considerato che contro la deliberazione suddetta, regolarmente pubblicata a' termini dell'art. 12 del decreto Presidenziale 30 giugno 1955, n. 1534, non sono stati prodotti reclami od opposizioni;

Visto il voto favorevole del Consiglio superiore dei lavori pubblici espresso nell'adunanza del 23 ottobre 1956, n. 2022;

Considerato che la strada di cui trattasi ha i prescritti requisiti per essere classificata fra le provinciali;

Visto l'art. 13 della legge 20 marzo 1865, n. 2248, allegato *F*, sui lavori pubblici;

Visto l'art. 12 del decreto Presidenziale 30 giugno 1955, n. 1534;

Decreta:

La strada denominata della « Maielletta », che dall'innesto con la provinciale n. 44, in contrada Aia della Forca, nei pressi di Pretoro, per passo Lanciano, termina al Blockhaus, al confine con la provincia di Pescara, in provincia di Chieti, è classificata provinciale ed inclusa nell'elenco delle strade della Provincia medesima.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 11 marzo 1957

Il Ministro: Romita

(2168)

DECRETO MINISTERIALE 23 marzo 1957.

Nomina del presidente e conferma dei vice presidenti della Cassa di risparmio della Marca Trivigiana, con sede in Treviso.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636 e 10 giugno 1940, n. 933;

Visto il regio decreto-legge 24 febbraio 1938, n. 204, convertito nella legge 3 giugno 1938, n. 778;

Visti i decreti legislativi 17 luglio 1947, n. 691, e 20 gennaio 1948, n. 10 e la legge 22 dicembre 1956, n. 1589;

Visto lo statuto della Cassa di risparmio della Marca Trivigiana approvato con decreto Ministeriale del 30 novembre 1948 e modificato con decreti Ministeriali 12 febbraio 1951, 27 aprile 1954 e 13 gennaio 1955;

Visto il decreto Ministeriale 17 settembre 1951, con il quale i signori rag. Ernesto Cason, Co. Alvise Venezze e dott. Nerino De Mattia vennero nominati, rispettivamente, presidente e vice presidenti della Cassa di risparmio della Marca Trivigiana, con sede in Treviso;

Visto il decreto Ministeriale 18 maggio 1955, con il quale l'on. avv. Antonio Ferrarese venne nominato vice presidente della Cassa medesima in sostituzione del dott. De Mattia, dimissionario;

Considerato che i predetti nominativi sono scaduti dalle rispettive cariche per compiuto periodo e che il rag. Ernesto Cason ha declinato l'incarico;

Sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Decreta:

Il cav. uff. Giorgio Serena è nominato presidente ed il Co. Alvise Venezze e l'on. avv. Antonio Ferrarese sono confermati vice presidenti della Cassa di risparmio della Marca Trivigiana, con sede in Treviso, a far tempo dall'approvazione del bilancio relativo all'esercizio 1956 e fino all'approvazione del bilancio relativo all'esercizio 1961.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 23 marzo 1957

Il Ministro: Medici

(2231)

DECRETO MINISTERIALE 23 marzo 1957.
Incarico di vigilanza sulla produzione ed il commercio del formaggio « grana padano ».

IL MINISTRO
PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA E COMMERCIO

Vista la legge 10 aprile 1954, n. 125, concernente la tutela delle denominazioni di origine e tipiche dei formaggi, ed il decreto del Presidente della Repubblica 5 agosto 1955, n. 667, recante norme regolamentari per l'esecuzione della suddetta legge;

Visto l'art. 1 del decreto del Presidente della Repubblica 30 ottobre 1955, n. 1269, che riconosce la denominazione di origine del formaggio « grana padano »;

Vista la domanda del 21 gennaio 1956 con la quale il presidente del « Consorzio per la tutela del formaggio grana padano », con sede in Milano, chiede che al Consorzio predetto venga affidato, a' sensi degli articoli 7 ed 8 della citata legge n. 125, l'incarico di vigilanza sulla produzione e sul commercio del formaggio per il quale è consentito l'uso della denominazione di origine « grana padano »;

Visto l'atto di costituzione del Consorzio in data 18 giugno 1954, l'annesso statuto e relative modifiche e gli altri documenti presentati a corredo della domanda, in conformità delle disposizioni di cui all'art. 6 del sopra menzionato decreto del Presidente della Repubblica n. 667;

Sentito il parere del Comitato nazionale per la tutela delle denominazioni di origine e tipiche dei formaggi, favorevole all'accoglimento della domanda di cui sopra;

Considerata l'opportunità di affidare al predetto Consorzio l'incarico della vigilanza sulla produzione e sul commercio del formaggio avente la denominazione di origine di « grana padano »;

Decreta:

In conformità delle disposizioni di cui agli articoli 7, comma secondo, ed 8 della legge 10 aprile 1954, n. 125, concernente la tutela delle denominazioni di origine e tipiche dei formaggi, e delle norme regolamentari emanate per l'esecuzione della legge suddetta con il decreto del Presidente della Repubblica in data 5 agosto 1955, n. 667, al « Consorzio per la tutela del formaggio grana padano », con sede in Milano, è affidato l'incarico di vigilanza sulla produzione e sul commercio del formaggio per il quale è consentito l'uso della denominazione di origine « grana padano ».

In attuazione dell'azione di vigilanza affidatagli il Consorzio suddetto provvederà anche, per quanto riguarda il formaggio « grana padano », all'apposizione delle marcature o di altri contrassegni previsti dall'articolo 5 del citato decreto Presidenziale n. 667, seguendo le norme stabilite nell'apposito disciplinare predisposto dal Consorzio stesso.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 23 marzo 1957

Il Ministro per l'agricoltura e le foreste
COLOMBO

Il Ministro per l'industria e il commercio
CORTESE

(2206)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Triggiano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956

Con decreto interministeriale in data 11 dicembre 1956, registrato alla Corte dei conti il 14 marzo 1957, registro n. 8 Interno, foglio n. 138, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Triggiano (Bari) di un mutuo di L. 16.380.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(2122)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Serra de' Conti ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956.

Con decreto interministeriale in data 11 dicembre 1956, registrato alla Corte dei conti il 14 marzo 1957, registro n. 8 Interno, foglio n. 130, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Serra de' Conti (Ancona) di un mutuo di L. 4.110.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(2123)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Sant'Arpino ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956.

Con decreto interministeriale in data 12 dicembre 1956, registrato alla Corte dei conti il 14 marzo 1957, registro n. 8 Interno, foglio n. 151, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Sant'Arpino (Caserta) di un mutuo di L. 4.000.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(2128)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Sant'Arcangelo di Romagna ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956.

Con decreto interministeriale in data 15 dicembre 1956, registrato alla Corte dei conti il 14 marzo 1957, registro n. 8 Interno, foglio n. 164, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Sant'Arcangelo di Romagna (Forlì) di un mutuo di L. 6.500.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(2129)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Sant'Angelo in Lizzola ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1955.

Con decreto interministeriale in data 17 novembre 1956, registrato alla Corte dei conti il 1° marzo 1957, registro n. 6 Interno, foglio n. 294, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Sant'Angelo in Lizzola (Pesaro) di un mutuo di L. 6.400.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1955.

(2130)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Rocchetta e Croce ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956.

Con decreto interministeriale in data 10 dicembre 1956, registrato alla Corte dei conti il 14 marzo 1957, registro n. 8 Interno, foglio n. 150, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Rocchetta e Croce (Caserta) di un mutuo di L. 1.200.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(2134)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Sefro ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956

Con decreto interministeriale in data 1° dicembre 1956, registrato alla Corte dei conti il 14 marzo 1957, registro n. 8 Interno, foglio n. 170, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Sefro (Macerata) di un mutuo di L. 2.580.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(2124)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Scilla ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956

Con decreto interministeriale in data 1° dicembre 1956, registrato alla Corte dei conti il 14 marzo 1957, registro n. 8 Interno, foglio n. 180, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Scilla (Reggio Calabria) di un mutuo di L. 10.180.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(2125)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Sassinoro ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956

Con decreto interministeriale in data 11 dicembre 1956, registrato alla Corte dei conti il 14 marzo 1957, registro n. 8 Interno, foglio n. 141, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Sassinoro (Benevento) di un mutuo di L. 500.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(2126)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Sarsina ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956

Con decreto interministeriale in data 11 dicembre 1956, registrato alla Corte dei conti il 14 marzo 1957, registro n. 8 Interno, foglio n. 163, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Sarsina (Forlì) di un mutuo di L. 2.200.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(2127)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Sagrado ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956

Con decreto interministeriale in data 11 dicembre 1956, registrato alla Corte dei conti il 14 marzo 1957, registro n. 8 Interno, foglio n. 165, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Sagrado (Gorizia) di un mutuo di L. 5.290.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(2132)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Rossano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956

Con decreto interministeriale in data 10 dicembre 1956, registrato alla Corte dei conti il 14 marzo 1957, registro n. 8 Interno, foglio n. 156, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Rossano (Cosenza) di un mutuo di L. 32.670.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(2133)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Riccò del Golfo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956.

Con decreto interministeriale in data 12 dicembre 1956, registrato alla Corte dei conti il 14 marzo 1957, registro n. 8 Interno, foglio n. 168, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Riccò del Golfo (La Spezia) di un mutuo di L. 1.450.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(2135)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Putignano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956

Con decreto interministeriale in data 11 dicembre 1956, registrato alla Corte dei conti il 14 marzo 1957, registro n. 8 Interno, foglio n. 139, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Putignano (Bari) di un mutuo di L. 69.500.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(2136)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Premilcuore ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956.

Con decreto interministeriale in data 18 dicembre 1956, registrato alla Corte dei conti il 14 marzo 1957, registro n. 8 Interno, foglio n. 161, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Premilcuore (Forlì) di un mutuo di L. 3.880.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(2137)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Porano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956

Con decreto interministeriale in data 7 novembre 1956, registrato alla Corte dei conti il 14 marzo 1957, registro n. 8 Interno, foglio n. 182, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Porano (Terni) di un mutuo di L. 700.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(2138)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Galeata ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956

Con decreto interministeriale in data 11 dicembre 1956, registrato alla Corte dei conti il 14 marzo 1957, registro n. 8 Interno, foglio n. 160, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Galeata (Forlì) di un mutuo di L. 5.700.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(2141)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Fano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956

Con decreto interministeriale in data 27 novembre 1956, registrato alla Corte dei conti il 14 marzo 1957, registro n. 8 Interno, foglio n. 173, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Fano (Pesaro) di un mutuo di L. 228.000.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(2142)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Ceppaloni ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956

Con decreto interministeriale in data 18 dicembre 1956, registrato alla Corte dei conti il 14 marzo 1957, registro n. 8 Interno, foglio n. 144, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Ceppaloni (Benevento) di un mutuo di L. 4.200.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(2144)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Caulonia ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956

Con decreto interministeriale in data 1° dicembre 1956, registrato alla Corte dei conti il 14 marzo 1957, registro n. 8 Interno, foglio n. 178, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Caulonia (Reggio Calabria), di un mutuo di L. 9.370.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(2145)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Giugliano in Campania ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956.

Con decreto interministeriale in data 12 dicembre 1956, registrato alla Corte dei conti il 16 marzo 1957, registro n. 8 Interno, foglio n. 342, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Giugliano in Campania (Napoli) di un mutuo di L. 23.200.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(2139)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Ginestra degli Schiavoni ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956.

Con decreto interministeriale in data 11 dicembre 1956, registrato alla Corte dei conti il 14 marzo 1957, registro n. 8 Interno, foglio n. 143, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Ginestra degli Schiavoni (Benevento) di un mutuo di L. 235.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(2140)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Corigliano Calabro ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956.

Con decreto interministeriale in data 10 dicembre 1956, registrato alla Corte dei conti il 14 marzo 1957, registro n. 8 Interno, foglio n. 155, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Corigliano Calabro (Cosenza) di un mutuo di L. 56.600.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(2143)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Capodrise ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956

Con decreto interministeriale in data 15 dicembre 1956, registrato alla Corte dei conti il 14 marzo 1957, registro n. 8 Interno, foglio n. 148, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Capodrise (Caserta) di un mutuo di L. 4.310.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(2152)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Camerino ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956

Con decreto interministeriale in data 11 dicembre 1956, registrato alla Corte dei conti il 16 marzo 1957, registro n. 8 Interno, foglio n. 336, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Camerino (Macerata) di un mututo di L. 16.970.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(2154)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Benestare ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956

Con decreto interministeriale in data 1° dicembre 1956, registrato alla Corte dei conti il 14 marzo 1957, registro n. 8 Interno, foglio n. 177, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Benestare (Reggio Calabria) di un mutuo di L. 4.400.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(2155)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Aversa ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956

Con decreto interministeriale in data 15 dicembre 1956, registrato alla Corte dei conti il 16 marzo 1957, registro n. 8 Interno, foglio n. 334, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Aversa (Caserta) di un mutuo di L. 1.927.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(2158)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Castiglion Fibocchi ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956.

Con decreto interministeriale in data 18 dicembre 1956, registrato alla Corte dei conti il 14 marzo 1957, registro n. 8 Interno, foglio n. 133, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Castiglion Fibocchi (Arezzo) di un mutuo di L. 1.270.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(2146)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Caraffa del Bianco ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956.

Con decreto interministeriale in data 1° dicembre 1956, registrato alla Corte dei conti il 14 marzo 1957, registro n. 8 Interno, foglio n. 174, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Caraffa del Bianco (Reggio Calabria) di un mutuo di L. 11.300.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(2151)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Belvedere Marittimo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956.

Con decreto interministeriale in data 15 dicembre 1956, registrato alla Corte dei conti il 14 marzo 1957, registro n. 8 Interno, foglio n. 154, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Belvedere Marittimo (Cosenza) di un mutuo di L. 3.410.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(2156)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Ameglia ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956

Con decreto interministeriale in data 12 dicembre 1956, registrato alla Corte dei conti il 14 marzo 1957, registro n. 8 Interno, foglio n. 167, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Ameglia (La Spezia) di un mutuo di L. 2.200.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(2159)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Altamura ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956

Con decreto interministeriale in data 15 dicembre 1956, registrato alla Corte dei conti il 14 marzo 1957, registro n. 8 Interno, foglio n. 140, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Altamura (Bari) di un mutuo di L. 65.000.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(2160)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Gorizia ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956

Con decreto interministeriale in data 28 dicembre 1956, registrato alla Corte dei conti il 16 marzo 1957, registro n. 8 Interno, foglio n. 333, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Gorizia di un mutuo di L. 44.000.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(2161)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Frosinone ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1956

Con decreto interministeriale in data 2 gennaio 1957, registrato alla Corte dei conti il 16 marzo 1957, registro n. 8 Interno, foglio n. 326, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Frosinone di un mutuo di L. 40.000.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1956.

(2162)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

RIFORMA FONDIARIA

Determinazione delle indennità e interessi dovuti per i terreni espropriati in applicazione delle leggi di riforma fondiaria

Con decreti Ministeriali in data 31 gennaio 1957, sono state determinate in via definitiva le indennità e i relativi interessi per i terreni espropriati nei confronti delle ditte di cui all'unito elenco vistato e trasferiti in proprietà all'Ente per la colonizzazione della Maremma tosco-laziale, in forza dei decreti Presidenziali a fianco di ciascuna indicati.

Le predette indennità ed interessi vengono corrisposti in titoli del Prestito per la riforma fondiaria, emessi in forza dell'art. 18 della legge 21 ottobre 1950, n. 841, con gli arrotondamenti di cui all'art. 1 della legge 11 febbraio 1952, n. 70.

I titoli di cui sopra vengono depositati presso gli Istituti di credito per ciascuna ditta specificati nell'elenco medesimo e saranno svincolati dal competente tribunale, ai sensi del combinato disposto degli articoli 9 della legge 12 maggio 1950, n. 230, 1 della legge 21 marzo 1953, n. 224, osservate le norme di cui agli articoli 5 e 8 della legge 15 marzo 1956, n. 156.

L'avviso di cui all'art. 5, primo comma, della legge 15 marzo 1956, n. 156, concernente la determinazione delle predette indennità e la decorrenza dei relativi interessi è stato pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 309 del 7 dicembre 1956.

Numero d'ordine	DITTA ESPROPRIATA	Comune di ubicazione dei terreni espropriati	Superficie espropriata	Decreto Presidenziale di espropriazione				Decreto ministeriale liquidazione indennità				Ammontare indennità arrotondato	Ammontare interessi arrotondato	Istituto presso cui vengono depositati i titoli del Prestito per la riforma fondiaria	TESORERIA
				N.	Data	Gazzetta Ufficiale		in data 31-1-1957	Registrazione alla Corte dei conti						
						N.	Data		Data	Reg. Agr.					
										N.	Foglio				
			Ha.					N.				Lire	Lire		
	Ente Maremma tosco-laziale														
1	AONZO Massimo e Bruno di Giuseppe Amedeo	Viterbo	16.66.05	815	27- 5-52	163 s.o.	16- 7-52	2525-429	4-3 57	5	273	770.000	165.000	Banca Nazionale del Lavoro - Sede Roma	Roma
2	FANI CIOTTI Laura e Tommaso fu Fabio	Tuscania	155.21.13	2852	29-11-52	8 s.o. 4	12- 1-53	2527-431	4-3-57	5	274	12.940.000	2.180.000	Id. Id.	Id.
3	FILIPPI Filippo Maria di Pier Paolo	Tuscania	824.09.68	3514	18-12-52	14 s.o. 4	19- 1-53	2528-432	4-3-57	5	275	62.030.000	10.400.000	Id. Id.	Id.
4	GRISPIGNI Luigi fu Pietro	Viterbo	126.81.92	377	2- 4-52	102 s.o.	2- 5-52	2531-435	4-3-57	5	276	7.535.000	1.740.000	Id. Id.	Id.
5	MARIANI Benedetto fu Crispino	Tarquinia	301.47.37	599	14- 5-52	137 s.o.	16- 6-52	2532-436	4-3-57	5	277	30.520.000	6.880.000	Id. Id.	Id.
6	PERUZZI Cesare fu Pietro Secondo	Tuscania	13.34.93	847	27- 5-52	163 s.o.	16- 7-52	2535-439	4-3-57	5	278	1.080.000	235.000	Id. Id.	Id.
7	PUCCINELLI Ersilia fu Giuseppe vedova BERTOLLI	Sacrofano	4.15.65	850	27- 5-52	163 s.o.	16- 7-52	2537-441	4-3-57	5	279	490.000	105.000	Id. Id.	Id.
8	SANTI Pietro e Maria Luisa fu Felice	Formello	35.67.80	4059	28-12-52	18 s.o. 2	23- 1-53	2539-443	4-3-57	5	280	3.935.000	755.000	Id. Id.	Id.
9	SILI Alessandro di Francesco	Roma	2.97.30	3581	18-12-52	14 s.o. 5	19- 1-53	2540-444	4-3-57	5	281	300.000	45.000	Id. Id.	Id.
10	SILI Anna fu Bernardino .	Mazzano	41.55.34	2871	29-11-52	8 s.o. 4	12- 1-53	2541-445	4-3-57	5	282	4.695.000	770.000	Id. Id.	Id.
11	SILI Anna fu Bernardino . . .	Roma	36.80.40	2872	29-11-52	8 s.o. 4	12- 1-53	2542-446	4-3-57	5	283	3.450.000	560.000	Id. Id.	Id.
12	SOCIETÀ COOPERATIVA AGRICOLA DEL « MASCHERONE », con sede in Roma	Fiano Romano	86.26.04	2913	29-11-52	8 s.o. 6	12- 1-53	2543-447	4-3-57	5	284	18.335.000	2.950.000	Id. Id.	Id.
13	VERDIANI BANDI Luigi di Gino	Scansano	1842.74.83	1781	3-10-52	280 s.o.	3-12-52	2544-448	4-3-57	5	285	121.070.000	24.475.000	Id. Id.	Id.

Roma, addì 18 marzo 1957

Visto, p. *il Ministro*: BOTTALICO

(1967)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

RIFORMA FONDIARIA

Determinazione delle indennità dovute per i terreni costituenti la quota del « terzo residuo » espropriati in applicazione delle leggi di riforma fondiaria

Con decreti Ministeriali in data 31 gennaio 1957, sono state determinate in via definitiva le indennità per i terreni del « terzo residuo » espropriati nei confronti delle ditte di cui all'unito elenco vistato e trasferiti in proprietà all'Ente per la colonizzazione della Maremma tosco-laziale, in forza dei decreti Presidenziali in data 24 dicembre 1955, 5 settembre 1956, 15 novembre 1956, 21 novembre 1956.

L'avviso di cui all'art. 5, primo comma, della legge 15 marzo 1956, n. 156, concernente la determinazione delle predette indennità è stato pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* numeri 300 e 307 del 27 novembre 1956 e 5 dicembre 1956.

Le predette indennità, vengono corrisposte in titoli del Prestito per la riforma fondiaria, emessi in forza dell'art. 18 della legge 21 ottobre 1950, n. 841, con gli arrotondamenti di cui all'art. 1 della legge 11 febbraio 1952, n. 70.

I titoli di cui sopra vengono depositati presso l'Istituto di credito per ciascuna ditta specificata nell'elenco medesimo e saranno svincolati dal tribunale competente, ai sensi del combinato disposto degli articoli 9 della legge 12 maggio 1950, n. 230 e 2 della legge 21 marzo 1953, n. 224.

N. d'ordine	DITTA ESPROPRIATA	Comune di ubicazione dei terreni vincolati	Decreto Presidenziale di esproprio e iscrizione vincolo indisponibilità		Gazzetta Ufficiale		Decreto ministeriale liquidazione indennità	Registrazione Corte dei conti	Reg. Agric.		Estensione dei terreni trasferiti all'Ente di riforma	Estensione dei terreni conservati dalla ditta	Ammontare indennità in cifra arrotondata (art. 1 legge 11 febbraio 1952, n. 70)	Istituto di credito presso cui vengono depositati i titoli del Prestito per la riforma fondiaria	TESORERIA provinciale
			N.	Data	N.	Data	in data 31-1-1957 N.	Data	N.	Foglio	Ha.	Ha.	Lire		
	Ente Maremma tosco-laziale														
1	GAMBINO Amedeo fu Antonio	Roma	3813	27-12-1952	16 s. o. 3	21-1-1953	2505-409	4-3-1957	5	286	0.72.00	1.18.30	90.000	Banca Nazionale del Lavoro Sede di Roma	Roma
2	GINORI-CONTI Giovanni fu Pietro	Pomarance	4353	28-12-1952	19 s. o. 8	24-1-1953	2506-410	4-3-1957	5	288	9.33.15	35.24.40	1.190.000	Id. Id.	Id.
3	MONTI-GUARNIERI Mario fu Stanislao	Montalto di Castro	3561	18-12-1952	14 s. o. 5	19-1-1953	2507-411	4-3-1957	5	287	14.80.27	17.63.78	1.635.000	Id. Id.	Id.
4	SOCIETA' ANONIMA ELETTROCHIMICA MAREMMANA, con sede in Torino	Orbetello	3585	18-12-1952	14 s. o. 5	19-1-1953	2508-412	4-3-1957	5	289	33.01.65	67.30.00	2.850.000	Id. Id.	Id.
5	VALENTINI Antonio e Carlo fu Luciano	Canino	4005	27-12-1952	17 s. o. 3	22-1-1953	2509-413	4-3-1957	5	290	13.17.99	6.80.75	840.000	Id. Id.	Id.
6	CALDERINI Carlo fu Luigi	Roma	3867	27.12.1952	17 s. o. 1	22-1-1953	2513-417	4-3-1957	5	291	25.77.80	25.77.90	2.590.000	Id. Id.	Id.
7	CASSIS Giovanni fu Giovanni	Roma	14	24. 1-1953	27 s. o.	27-1-1953	2514-418	4-3-1957	5	296	3.49.90	3.49.90	1.450.000	Id. Id.	Id.
8	GIULI ROSSELMINI GUALANDI Giuseppe fu Giuseppe	Piombino	3883	27.12-1952	17 s. o. 1	22-1-1953	2515-419	4-3-1957	5	292	168.09.61	131.90.39	13.665.000	Id. Id.	Id.
9	GOTTI LEGA Ernesto fu Augusto	Campiglia Marittima	3885	27-12-1952	17 s. o. 1	22-1-1953	2516-420	4-3-1957	5	293	31.17.46	31.17.45	3.320.000	Id. Id.	Id.
10	PUCCINELLI Ersilia fu Giuseppe vedova BERTOLLI	Sacrofano	4102	28-12-1952	18 s. o. 3	23-1-1953	2517-421	4-3-1957	5	294	1.03.90	1.03.92	120.000	Id. Id.	Id.
	Ente Fucino														
11	MORELLI Luigi fu Giovanni	Celano	4370	28-12-1952	19 s. o. 8	24-1-1953	2518-422	4-3-1957	5	295	2.31.36	9.25.45	875.000	Id. Id.	Id.

Roma, addì 18 marzo 1957

Visto, p. *il Ministro*: BOTTALICO

(1968)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Proroga della gestione straordinaria del Consorzio agrario provinciale di Lucca

Con decreto Ministeriale 20 marzo 1957, la gestione straordinaria del Consorzio agrario provinciale di Lucca viene prorogata fino al 30 aprile 1958, ed il sig. Dino Nuti è confermato nell'incarico di commissario governativo del Consorzio medesimo, con i poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione assegnati dallo statuto agli ordinari organi amministrativi, e con carico di sottoporre alla preventiva approvazione del Ministero dell'agricoltura ogni eventuale atto di disposizione. Con il decreto medesimo vengono attribuiti al commissario i poteri dell'assemblea per quanto concerne l'approvazione del bilancio 1956, ed è fatto obbligo, alla scadenza del termine come sopra prorogato, di provvedere nei modi di cui all'art. 2366 del Codice civile, alla convocazione dell'assemblea dei soci per gli adempimenti di legge.

(2034)

Proroga della gestione straordinaria del Consorzio agrario provinciale di Caserta

Con decreto Ministeriale 20 marzo 1957, la gestione straordinaria del Consorzio agrario provinciale di Caserta viene prorogata fino al 30 aprile 1958, ed il rag. Giovanni Modelli è confermato nell'incarico di commissario governativo del Consorzio medesimo, con i poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione assegnati dallo statuto agli ordinari organi amministrativi, e con carico di sottoporre alla preventiva approvazione del Ministero dell'agricoltura ogni eventuale atto di disposizione. Con il decreto medesimo vengono attribuiti al commissario i poteri dell'assemblea per quanto concerne l'approvazione del bilancio 1956, ed è fatto obbligo, alla scadenza del termine come sopra prorogato, di provvedere nei modi di cui all'art. 2366 del Codice civile, alla convocazione dell'assemblea dei soci per gli adempimenti di legge.

(2035)

Proroga della gestione straordinaria del Consorzio agrario provinciale di Brescia

Con decreto Ministeriale 20 marzo 1957, la gestione straordinaria del Consorzio agrario provinciale di Brescia viene prorogata fino al 30 aprile 1958, ed il dott. Raoul Testa è confermato nell'incarico di commissario governativo del Consorzio medesimo, con i poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione assegnati dallo statuto agli ordinari organi amministrativi, e con carico di sottoporre alla preventiva approvazione del Ministero dell'agricoltura ogni eventuale atto di disposizione. Con il decreto medesimo vengono attribuiti al commissario i poteri dell'assemblea per quanto concerne l'approvazione del bilancio 1956, ed è fatto obbligo, alla scadenza del termine come sopra prorogato, di provvedere nei modi di cui all'art. 2366 del Codice civile, alla convocazione dell'assemblea dei soci per gli adempimenti di legge.

(2036)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Passaggio dal Demanio pubblico a quello patrimoniale dello Stato di una zona di terreno lungo il torrente Corvino o Buonvicino in comune di Buonvicino (Cosenza).

Con decreto del 5 aprile 1956, n. 2669, emesso dal Ministro per i lavori pubblici, di concerto con quello per le finanze si è disposto il passaggio dal Demanio pubblico a quello patrimoniale dello Stato di una zona di terreno lungo il torrente Corvino o Buonvicino in comune di Buonvicino (Cosenza), non censita nel catasto (ricadente però nel foglio n. 6 e contigua alle particelle 85, 87 e 89 del catasto del comune di Buonvicino) della superficie di mq. 568,75 ed indicata nella planimetria in data 30 giugno 1955, in scala 1:500 dell'Ufficio tecnico erariale di Cosenza, planimetria che fa parte integrante del decreto stesso.

(1907)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Scioglimento di sessantotto società cooperative di varie Provincie, ai sensi dell'art. 2544 del Codice civile, senza che occorra la nomina dei liquidatori non essendovi rapporti patrimoniali da definire.

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 16 marzo 1957, le società cooperative qui appresso indicate sono state sciolte ai sensi dell'art. 2544 del Codice civile, senza far luogo alla nomina dei liquidatori non essendovi rapporti patrimoniali da definire:

1) Società cooperativa di produzione e lavoro « Cooperativa jesina bollatori imballaggi », con sede in Jesi (Ancona), costituita con atto in data 22 giugno 1953, per notaio dott. Furio Lupini;

2) Società cooperativa di produzione e lavoro « La Vigilanza notturna e diurna », con sede in Ancona, costituita con atto in data 10 febbraio 1946;

3) Società cooperativa di consumo « Popolare di Consumo », con sede in Chiaravalle (Ancona), costituita con atto in data 28 giugno 1947, per notaio dott. Fanelli Ottavio;

4) Società cooperativa di lavoro « La Popolare », con sede in Arezzo, frazione Matto, costituita con atto in data 29 giugno 1952, per notaio dott. Cesare Gonnelli;

5) Società cooperativa di consumo « La Popolare », con sede in San Benedetto del Tronto (Ascoli Piceno), costituita con atto in data 18 marzo 1945, per notaio dott. Passannante Beniamino;

6) Società cooperativa di produzione e lavoro « Cooperativa dipendenti lavori edili stradali C.I.L.E.S. », con sede in Ascoli Piceno, costituita con atto in data 16 aprile 1947, per notaio dott. Antonio Feriozzi;

7) Società cooperativa di produzione e lavoro « Cooperativa Operai Edili Stradali Idraulici C.O.E.S.I. », con sede in Castorano (Ascoli Piceno), costituita con atto in data 27 novembre 1946, per notaio dott. Silvino Neroni;

8) Società cooperativa di produzione e lavoro « Cooperativa Operai Sarti e Calzolai Aclisti Montaltesi C.O.S.C.A.M. », con sede in Montaldo Marche (Ascoli Piceno), costituita con atto in data 13 giugno 1948, per notaio dott. Silvino Neroni;

9) Società cooperativa di produzione e lavoro « Val Biois », con sede in Forno Canale (Belluno), costituita con atto in data 14 luglio 1945, per notaio dott. Agostino Pierobon;

10) Società cooperativa agricola « Tra i soci delle associazioni cristiane lavoratori italiani - A.C.L.I. di Sasso Marconi », con sede in Sasso Marconi (Bologna), costituita con atto in data 15 luglio 1949, per notaio dott. Antonio Stame;

11) Società cooperativa edilizia « Edificatrice Paradiso », con sede in Bologna, costituita con atto in data 8 maggio 1954, per notaio dott. Franco Stame;

12) Società cooperativa agricola « Tra i soci delle associazioni cristiane lavoratori italiani A.C.L.I. - di San Giorgio di Piano », con sede in San Giorgio di Piano (Bologna), costituita con atto in data 19 luglio 1949, per notaio dott. Aldo Vico;

13) Società cooperativa di produzione e lavoro « Lega palombari brindisini », con sede in Brindisi, costituita con atto in data 9 marzo 1947, per notaio dott. Giuseppe Rucco;

14) Società cooperativa di produzione e lavoro « Martusciello », con sede in Casal di Principe (Caserta), costituita con atto in data 16 dicembre 1953, per notaio dott. Coppola Achille;

15) Società cooperativa di consumo « Cooperativa autonoma di consumo fra i lavoratori di Grumello Cremonese (Cremona) », costituita con atto in data 20 giugno 1947, per notaio dott. Fiorini Giovanni;

16) Società cooperativa di produzione e lavoro «Canapini» con sede in Portomaggiore (Ferrara), costituita con atto in data 17 gennaio 1947, per notaio dott. Luigi Risso;

17) Società cooperativa agricola « Terra e lavoro », con sede in Marrara (Ferrara), costituita con atto in data 23 gennaio 1947, per notaio dott. Galileo Intorre;

18) Società cooperativa edilizia « Tranvieri S.C.E.T », con sede in Ferrara, costituita con atto in data 8 marzo 1950, per notaio dott. Pietro Feletti;

19) Società cooperativa agricola « La Rinascente », con sede in Vaccolino, comune di Comacchio (Ferrara);

20) Società cooperativa di consumo « Proletaria Matteotti », con sede in Collepietro (L'Aquila), costituita con atto in data 7 febbraio 1945, per notaio dott. Matteo Fanti;

21) Società cooperativa di produzione e lavoro « Italia fra i lavoratori in armamenti ferroviari », con sede in La Spezia, costituita con atto in data 2 gennaio 1946, per notaio dottor Antonio Scopesi;

22) Società cooperativa di produzione e lavoro « C.O.R.I. - fra gli operai del ramo industriale del porto di La Spezia gruppo elettrosaldatori », con sede in La Spezia, costituita con atto in data 18 febbraio 1954, per notaio dott. Giuseppe Carpena;

23) Società cooperativa di produzione e lavoro « Lega cooperativa degli edili di Seravezza », con sede in Seravezza (Lucca), costituita con atto in data 10 luglio 1945, per notaio dottor Gian Giacomo Guidugli;

24) Società cooperativa di produzione e lavoro « Per produzione calce laterizi ed affini e costruzioni edili », con sede in Lucca, costituita con atto in data 10 luglio 1945, per notaio dott. Guido Polito;

25) Società cooperativa agricola « Molino sociale », con sede in Porcari (Lucca), costituita con atto in data 9 agosto 1953, per notaio dott. Raffaelle Manfredini;

26) Società cooperativa di produzione e lavoro « Ricostruzione », con sede in Viareggio (Lucca), costituita con atto in data 8 ottobre 1945, per notaio dott. Raffaelle Vanucchi;

27) Società cooperativa di consumo, con sede in Piazza del Serchio (Lucca), costituita con atto in data 9 giugno 1946, per notaio dott. Guasparini Eugenio;

28) Società cooperativa di lavoro « Libertas », con sede in Viareggio (Lucca), costituita con atto in data 13 febbraio 1946;

29) Società cooperativa edilizia di costruzione, con sede in Gallicano (Lucca), costituita con atto in data 1° aprile 1946, per notaio dott. Amanzio Bertoni;

30) Società cooperativa di produzione e lavoro Cooperativa impresa di costruzioni « Esarula », con sede in Pieve Fosciana (Lucca), costituita con atto in data 6 luglio 1945, per notaio dott. Panzani Sisto;

31) Società cooperativa edilizia « Monte Gragno », con sede in Bolognana (Lucca), costituita con atto in data 19 febbraio 1946, per notaio dott. Amanzio Bertoni;

32) Società cooperativa di produzione e lavoro « Lavoratori reduci e combattenti », con sede in Viareggio (Lucca), costituita con atto in data 6 ottobre 1945, per notaio dott. Raffaello Vannucchi;

33) Società cooperativa di trasporto « Autotrasporti partigiana C.A.P. », con sede in Lucca, costituita con atto in data 4 ottobre 1945, per notaio dott. Giulio Zappelli;

34) Società cooperativa di produzione e lavoro «C.R.A.M.», con sede in Lucca, costituita con atto in data 8 marzo 1947, per notaio dott. Enrico Micheloni;

35) Società cooperativa di produzione e lavoro « Operai marmisti Pietrasanta », con sede in Pietrasanta (Lucca), costituita con atto in data 10 luglio 1945, per notaio dott. Gian Giacomo Guidugli;

36) Società cooperativa trasporti « Autotrasporti dell'A.N.P.I. di Medolla », con sede in Medolla (Modena), costituita con atto in data 18 dicembre 1945, per notaio dott. Borellini Giuseppe;

37) Società cooperativa di produzione e lavoro « C.I.R.C.E. - Cooperativa Italiana Reduci Costruzioni Edili », con sede in San Giuseppe Vesuviano (Napoli), costituita con atto in data 19 aprile 1946, per notaio dott. Eustacchio Menzione;

38) Società cooperativa agricola « Auriga Lettere », con sede in Lettere (Napoli), costituita con atto in data 11 marzo 1944, per notaio dott. Valentino Varone;

39) Società cooperativa di trasporto « Trasporti Colomba », con sede in Torre di Arese (Pavia), costituita con atto in data 24 marzo 1954, per notaio dott. Longhi;

40) Società cooperativa edilizia « Costruzioni di Garlasco », con sede in Garlasco (Pavia), costituita con atto in data 29 gennaio 1933, per notaio dott. Claudio De Lutti;

41) Società cooperativa edilizia « Casa e Vita », con sede in Roma, costituita con atto in data 12 maggio 1954, per notaio dott. Giuseppe Intersimone;

42) Società cooperativa mista « Cassa mutua di previdenza assistenza e credito dell'Ente nazionale autonomo per la ricostruzione », con sede in Roma, costituita con atto in data 22 marzo 1946, per notaio dott. Arcuri Ignazio;

43) Società cooperativa edilizia « Casa fiorita », con sede in Roma, costituita con atto in data 1° giugno 1943, per notaio dott. Mario Formica;

44) Società cooperativa edilizia « Casetta nostra », tra operai, impiegati, professionisti, artigiani e commercianti, con sede in Roma, costituita con atto in data 12 aprile 1950, per notaio dott. Carlo Antonelli;

45) Società cooperativa edilizia « Luce nuova », con sede in Roma, costituita con atto in data 12 aprile 1944, per notaio dott. Giuseppe Intersimone;

46) Società cooperativa edilizia « Casalieta », con sede in Roma, costituita con atto in data 13 luglio 1953, per notaio dott. Mario Mossolin;

47) Società cooperativa edilizia « Casa belvedere » fra gli impiegati dello Stato, con sede in Roma, costituita con atto in data 9 luglio 1952, per notaio dott. Vincenzo Colapietro;

48) Società cooperativa edilizia « Alfataudelta », con sede in Roma, costituita con atto in data 13 maggio 1954, per notaio dott. Carmelo Schillaci Ventura;

49) Società cooperativa edilizia « Estermotra (già Altair) », con sede in Roma, costituita con atto in data 3 maggio 1954, per notaio dott. Emanuele Dragonetti;

50) Società cooperativa edilizia « Iniziative E.N.A.R. », con sede in Roma, costituita con atto in data 10 settembre 1948, per notaio dott. Arcuri Ignazio;

51) Società cooperativa edilizia « Casa e serenità », con sede in Roma, costituita con atto in data 29 novembre 1948; per notaio dott. Emanuele Dragonetti;

52) Società cooperativa edilizia « Casa e lavoro Centrauto », con sede in Roma, costituita con atto in data 14 aprile 1954, per notaio dott. Domenico Sciamanda;

53) Società cooperativa di produzione e lavoro « Artigiani edili », con sede in Roma, costituita con atto in data 6 aprile 1946, per notaio dott. Giuseppe Intersimone;

54) Società cooperativa edilizia « Italica ars C.I.A. », con sede in Roma, costituita con atto in data 10 agosto 1946, per notaio dott. Carlo Maggiore;

55) Società cooperativa di produzione e lavoro « La San Giuseppe », con sede in Contursi (Salerno), costituita con atto in data 18 maggio 1954, per notaio dott. Monica Achille;

56) Società cooperativa di pesca « La Concordia », con sede in San Valentino Torio (Salerno), costituita con atto in data 17 febbraio 1954, per notaio dott. Domenico Zecca;

57) Società cooperativa edilizia « Rinascimento », con sede in Vietri Sul Mare (Salerno), costituita con atto in data 24 novembre 1954, per notaio dott. Carrozza Antonio;

58) Società cooperativa di produzione e lavoro « San Giusto », con sede in Avetrana (Taranto), costituita con atto in data 29 novembre 1954, per notaio dott. Adami Michele;

59) Società cooperativa di produzione e lavoro « Dipendenti Vulcanova », con sede in Varese, costituita con atto in data 12 novembre 1945, per notaio dott. Luigi Zanzi;

60) Società cooperativa di consumo « Asilo laico razionalista », con sede in Clivio Viggiù (Varese), costituita con atto in data 8 giugno 1947, per notaio dott. Bernascono Giovanni;

61) Società cooperativa di produzione e lavoro « Carovana facchini », con sede in Varese, costituita con atto in data 10 gennaio 1946, per notaio dott. Ambrogio Reggiori;

62) Società cooperativa di produzione e lavoro « Editoriale prealpina », con sede in Varese, costituita con atto in data 25 ottobre 1945, per notaio dott. Emilio Lapinari;

63) Società cooperativa di consumo « Mensa e spaccio dell'Amministrazione provinciale di Varese », con sede in Varese, costituita con atto in data 24 dicembre 1947, per notaio dottor Luigi Zanzi;

64) Società cooperativa di produzione e lavoro « S.A.C.R.I. » con sede in Napoli, costituita con atto in data 10 febbraio 1947, per notaio dott. Vito Alessandro;

65) Società cooperativa agricola « La Sennorese », con sede in Sennori (Sassari), costituita con atto in data 29 agosto 1949, per notaio dott. Pietro Serra;

66) Società cooperativa di consumo « Comunale di consumo », con sede in Roverbella (Mantova), costituita con atto in data 28 marzo 1945, per notaio dott. Alessandro Finadri;

67) Società cooperativa di produzione e lavoro « G. Fanin », con sede in Ariano del Polesine (Rovigo);

68) Società cooperativa agricola « Cantina sociale di Palau », con sede in Sassari, costituita con atto in data 15 ottobre 1943, per notaio dott. Angelo Lissia.

(1979)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 78

Corso dei cambi del 3 aprile 1957 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	624,88	624,83	624,79	624,85	624,85	624,88	624,85	624,925	624,88	624,83
$ Can.	652,25	651,50	652 —	651,50	651,45	652,25	651,625	652 —	652,25	651,50
Fr. Sv. lib.	145,79	145,78	145,78	145,72	145,70	145,80	145,75	145,78	145,79	145,78
Kr D.	90,57	90,55	90,58	90,59	90,55	90,56	90,60	90,72	90,57	90,55
Kr. N.	88,10	88,075	88,11	88,095	88,10	88,10	88,09	88 —	88,10	88,075
Kr. Sv.	121,58	121,54	121,58	121,55	121,55	121,57	121,57	121,40	121,58	121,54
Fol.	165,31	165,25	165,28	165,28	165,30	165,21	165,26	165 —	165,31	165,25
Fr. B.	12,512	12,505	12,5075	12,5025	12,5075	12,51	12,50625	12,52	12,512	12,505
Fr. Fr.	178,48	178,44	178,45	178,445	178,45	178,47	178,45	178,48	178,48	178,44
Fr. Sv. acc.	143,47	143,44	143,46	143,47	143,47	143,47	143,48	143,40	143,47	143,44
Lst.	1759,12	1760 —	1760,75	1760,625	1760,25	1759,40	1760,75	1760,50	1759,12	1760 —
Din. occ.	149,83	149,815	149,82	149,81	149,80	149,83	149,815	149,84	149,83	149,815
Scell. Aust.	24,175	24,18	24,17	24,1775	24,165	24,17	24,1775	24,17	24,175	24,18

Media dei titoli del 3 aprile 1957

Titolo	Media
Rendita 3,50 % 1906	64,95
Id. 3,50 % 1902	57,90
Id. 5 % 1935	89,275
Redimibile 3,50 % 1934	78,65
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	71,70
Id. 5 % (Ricostruzione)	87,375
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	82,675
Id. 5 % 1936	95,575
Id. 5 % (Città di Trieste)	81,50
Id. 5 % (Beni Esteri)	79,425

Titolo	Media
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1º aprile 1959)	96,90
Id. 5 % (» 1º aprile 1960)	95,275
Id. 5 % (» 1º gennaio 1961)	94 —
Id. 5 % (» 1º gennaio 1962)	93,10
Id. 5 % (» 1º gennaio 1963)	92,925
Id. 5 % (» 1º aprile 1964)	92,95
Id. 5 % (» 1º aprile 1965)	92,95

Il Contabile del Portafoglio dello Stato
MILLO

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 3 aprile 1957

Valuta	Cambio
1 Dollaro USA	624,85
1 Dollaro canadese	651,562
1 Franco svizzero lib.	145,735
1 Corona danese	90,595
1 Corona norvegese	88,092
1 Corona svedese	121,56
1 Fiorino olandese	165,27
1 Franco belga	12,504
100 Franchi francesi	178,447
1 Franco svizzero acc.	143,475
1 Lira sterlina	1760,687
1 Marco germanico	149,812
1 Scellino austriaco	24,177

Cambi di compensazione valevoli ai sensi degli accordi esistenti

Egitto Lit. 1794,55 per una lira egiziana

REGIONE TRENTINO - ALTO ADIGE

Ripristino di cognome nella forma tedesca

N. 2551/Gab.

IL VICE COMMISSARIO DEL GOVERNO

Visto l'art. 2 del *regio decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17*, ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per l'esecuzione del citato regio decreto-legge n. 17;

Visto il decreto del Prefetto di Bolzano dell'11 giugno 1935, N. 807 R/Gab., con cui alla signora Ebensberger Teresa, nata a Prato allo Stelvio il 14 ottobre 1901, venne accordata la riduzione del cognome nella forma italiana di Montepiano;

Vista la domanda di restituzione del cognome nella forma tedesca presentata in data 25 gennaio 1957 dal figlio maggiorenne della predetta, Corrado, in atto residente a Naz Sciaves;

Ritenuto che le ragioni addotte dal richiedente sono risultate attendibili e consigliano pertanto l'adozione di un provvedimento di revoca del decreto suaccennato;

Vista la lettera della Presidenza del Consiglio dei Ministri in data 20 aprile 1946, n. 67602/38435/19;

Visto l'art. 76 dello Statuto speciale per la Regione Trentino-Alto Adige, approvato con legge costituzionale 26 febbraio 1948, n. 5;

Visto il decreto n. 6223/Gab. del 20 luglio 1956, con cui il Commissario del Governo delega al Vice commissario attribuzioni già di competenza del Prefetto di Bolzano;

Decreta:

Il decreto del Prefetto di Bolzano 11 giugno 1935, n. 807 R/Gab., è revocato a decorrere dalla data del presente decreto, limitatamente alle persone sottoindicate.

Per effetto di tale revoca il cognome del signor Montepiano Corrado, nato a Bressanone il 18 giugno 1928 viene ripristinato nella forma tedesca di Ebensberger.

Con la presente determinazione viene ripristinato il cognome nella forma tedesca anche nei confronti della moglie del predetto, Mitterer Maria, nata a Varna il 6 maggio 1925.

Il sindaco del comune di Naz Sciaves provvederà alla notifica del presente decreto all'interessato a termini del paragrafo VI, comma terzo, delle *istruzioni ministeriali anzidette* e curerà tutti gli altri adempimenti demandatigli dai paragrafi IV e V delle istruzioni medesime.

Bolzano, addì 22 marzo 1957

Il Vice commissario del Governo
MARCHIONE

(2074)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DEI TRASPORTI

Composizione della Commissione e del programma d'esame per l'abilitazione al comando in acque interne di navi da diporto a vela non superiori a cinquanta tonnellate.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visti gli articoli 21 e 213 del Codice della navigazione, approvato con regio decreto 30 marzo 1942, n. 327;

Visto l'art. 96 del regolamento per la navigazione interna, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 28 giugno 1949, n. 631;

Sulla proposta del Ministro per i trasporti;

Decreta:

Art. 1.

E' approvato l'unito programma di esame pratico, per il conseguimento della abilitazione al comando di navi da diporto a vela, di stazza lorda non superiore alle cinquanta tonnellate.

Art. 2.

La Commissione di esami per il conseguimento dell'abilitazione di cui al precedente art. 1 è composta:

Presidente:

dal direttore dell'Ispettorato compartimentale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione o da un ingegnere dell'Ispettorato medesimo da lui delegato.

Membri:

da un rappresentante della Federazione italiana della vela;

da un capitano iscritto nel personale navigante della navigazione interna.

Funge da segretario un funzionario dell'Ispettorato compartimentale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione.

Il Ministro proponente è incaricato dell'esecuzione del presente decreto che sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Dato a Roma, addì 14 dicembre 1956

GRONCHI

ANGELINI

Registrato alla Corte dei conti, addì 29 gennaio 1957
Registro n. 67 bilancio Trasporti, foglio n. 173

PROGRAMMA DI ESAME

L'esame consisterà in una prova pratica di navigazione alle diverse andature, possibilmente con vento ed acque agitate, con esecuzione di più manovre, tra cui:

scostare dalla banchina;

attraccare alla banchina e a boe galleggianti;

eseguire virate a diverse andature;

eseguire manovra di salvataggio di uomo in acqua previo abbandono in acqua da parte dell'imbarcazione di un galleggiante fungente da naufrago.

L'esame sarà rivolto ad accertare che l'aspirante sia effettivamente capace di condurre il natante e di eseguire qualsiasi manovra per evitare ostacoli e prevenire sinistri dando prova di conoscere l'uso della bussola e delle carte nautiche, il modo di comportarsi in tempo di nebbia, nonchè le regole per evitare gli abbordi e le norme principali del regolamento per la navigazione interna.

Ove l'imbarcazione sia munita di motore ausiliario, il candidato dovrà dimostrare perizia nella condotta del motore stesso sia a solo sia in ausilio alla velatura.

(2192)

MINISTERO DELL'INTERNO

Graduatoria del concorso al posto di segretario generale di 2ª classe (grado II) vacante nel comune di Assisi (Perugia).

IL MINISTRO PER L'INTERNO

Visto l'avviso di concorso in data 13 dicembre 1956, per il conferimento del posto di segretario generale di 2ª classe (grado II) vacante nel comune di Assisi;

Visto il decreto Ministeriale 12 marzo 1957, con il quale venne costituita la Commissione giudicatrice di detto concorso;

Vista la graduatoria di merito formata dalla Commissione stessa e riconosciuta la regolarità del procedimento del concorso;

Vista la legge 27 giugno 1942, n. 851, il regio decreto 21 marzo 1929 e la legge 9 agosto 1954, n. 748;

Decreta:

E' approvata la graduatoria dei candidati al concorso al posto di segretario generale di 2ª classe (grado II) vacante nel comune di Assisi nell'ordine appresso indicato:

1.	Costantino Giorgio	punti	87,68	su 132
2.	De Palo dott. Vittorio	»	79,64	»
3.	Campanelli dott. Giovanni	»	78,16	»
4.	Soardi dott. Mario	»	77,02	»
5.	Di Palma dott. Leucio	»	73,43	»
6.	Cappello dott. Agostino	»	72,08	»
7.	Giustino Leonardo	»	72,02	»
8.	Quarato Matteo	»	71,33	»
9.	Pasqualis dott. Marcello	»	70,42	»
10.	Di Santo dott. Angelo	»	70 —	»
11.	Tombari Giuseppe	»	69,74	»
12.	Bonadio Giuseppe	»	69,48	»
13.	Bitetti dott. Giuseppe	»	69,29	»
14.	Sala Tenna G. Battista	»	67,02	»
15.	Iacona dott. Giovanni	»	64,91	»
16.	Volpe Michele	»	64 —	»
17.	Tosoni Romolo	»	63,02	»
18.	Iozzi Giovanni	»	62,83	»
19.	Sardella dott. Pasquale	»	62,73	»
20.	Alberici dott. Giovanni	»	61,27	»
21.	Braccio Feliciano	»	60,10	»

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 21 marzo 1957

p. *Il Ministro*: BISORI

(2188)

MINISTERO DELLA DIFESA - MARINA

Approvazione della graduatoria di merito del concorso per esami a dieci posti di vice ragioniere in prova (grado 11°, gruppo B), nella carriera di concetto del personale di ragioneria degli arsenali M.M.

Il decreto Ministeriale in data 9 febbraio 1957, registrato alla Corte dei conti il 23 marzo 1957, registro n. 10, foglio n. 180, con il quale è stata approvata la graduatoria di merito del concorso per esami a dieci posti di vice ragioniere in prova, (grado 11°, gruppo *B*) nella carriera di concetto del personale di ragioneria degli arsenali M.M., è stato pubblicato in allegato al Foglio d'ordini ministeriale n. 27 del 2 aprile 1957, ai sensi dell'art. 7 del decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 16.

(2230)

MOLA FELICE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.